

RARETÉ ET PAIX INTERNATIONALE UNE ANALYSE ECONOMIQUE

Jacques FONTANEL

AFRI 2005

La rareté était, il y a quelques années encore, au coeur de l'analyse économique, laquelle se définissait comme la science de la gestion de la rareté. Dans ce contexte, la science économique se proposait de développer et de partager les productions destinées à combattre la rareté.

Aujourd'hui, la rareté d'un bien s'exprime de manière différente selon son origine. La rareté absolue indique l'incapacité des hommes à multiplier les biens nécessaires à la vie : ainsi, les matières premières peuvent venir à manquer, le pétrole dans moins d'un siècle va devenir un liquide rare, mais aussi, à terme, l'eau ou l'air purs vont se raréfier, au point d'obliger les hommes à les produire selon des modalités de plus en plus marchandes. La rareté peut aussi être fondée sur les difficultés de production face aux besoins des consommateurs; cette rareté relative, qui se distingue de la pénurie, c'est-à-dire du manque absolu de biens jugés nécessaires ou importants par la société, exprime une inadéquation entre l'offre et la demande et implique des choix de production et des contraintes de disponibilité des facteurs de production : elle est à la base de la formation des prix, au moins dans l'analyse néo-classique. La rareté peut aussi être sociale : la répartition des revenus, les oppositions entre les acteurs sociaux et le refus de l'échange peuvent constituer un type de rareté particulier; dans ce contexte, c'est le système économique qui crée des «poches» plus ou moins importantes de rareté relative. Enfin, la rareté peut être l'expression d'un pouvoir : dans le contexte d'un embargo, par exemple, la rareté est créée artificiellement en vue d'obliger la victime à agir conformément à la demande de son ou de ses adversaires.

De tout temps, les hommes ont lutté contre la rareté, souvent à l'aide des armes. On pourrait imaginer, dans un monde moins conflictuel, que la rareté soit aussi un facteur d'union des hommes face à la difficulté de satisfaire leurs besoins, en créant un esprit de solidarité. Cette dernière conception ne s'est qu'occasionnellement exercée. L'histoire de l'humanité

semble relier étroitement les conflits avec la lutte des hommes contre une rareté endémique. Il faut comprendre d'abord que la sécurité des personnes et des biens dans le temps et dans l'espace est elle-même un besoin qui exprime la volonté de réduire l'incertitude.

La sécurité internationale, un service rare et coûteux

La sécurité dans le monde est rare. La production des armes constitue alors un instrument de lutte contre une rareté essentielle, primordiale selon Adam Smith, la défense du pays. Pour conserver la paix, il convient de prendre en charge la sécurité nationale. Autrement dit, la sécurité d'un pays dépend des actions de ses homologues, de leur volonté de se maintenir à terme en paix, sans créer les conditions de menaces d'invasion ou de prédation. «L'enfer, c'est l'autre.» C'est aussi vrai pour les Etats et les groupes sociaux.

Pour assurer cette rareté spécifique, il convient de mettre en œuvre des moyens qui auraient pu être utilisés à d'autres fins. C'est ainsi que la tentation est grande de considérer qu'un char représente tant d'écoles et que la recherche-développement militaire réduit le potentiel de la recherche de santé. Un tel raisonnement conduit à penser qu'il n'y a pas, en soi, de besoin de sécurité ou, plus exactement, que celui-ci est satisfait de manière naturelle, sans effort productif. Dans ce contexte, ce sont la guerre et les conflits qui constituent l'exception, la norme étant la paix. L'effort militaire est alors analysé comme un fardeau que la collectivité doit assurer pour éviter les aléas des conflits. Les dépenses de préparation aux guerres et à leur réalisation sont énormes et augmentent régulièrement, témoignant ainsi de l'existence d'une véritable course aux armements. L'artillerie coûte à construire, mais aussi à approvisionner et à déplacer. Dans ces conditions, l'Etat prend une importance capitale dans la vie économique. Pour les théoriciens libéraux et néo-classiques, le marché crée les conditions de l'équité (qui s'oppose à l'égalité) et l'expression des conflits est immergée dans la compétition économique : cette situation n'existe d'ailleurs que si l'ensemble du monde accepte l'économie de marché ; avec les systèmes socialistes, les violences sont permanentes, car les deux systèmes sont antagoniques. Le capitalisme produit la paix, car chacun est rémunéré à sa propre productivité : dans ces conditions, avec l'essor de la connaissance

économique et de la mise en évidence des effets de dégradation collective des situations de guerre, la paix est assurée automatiquement par l'expression de la «main invisible ». Cette conception idéaliste, d'ailleurs fortement reliée à l'idée d'une société stationnaire, n'est plus guère défendue aujourd'hui.

La paix armée, facteur de réduction des raretés

L'effort militaire est supposé produire une fonction de sécurité internationale. Les dépenses des autres pays, sauf s'ils sont alliés, sont des menaces potentielles. Si, face à cet effort, aucune armée nationale n'est constituée, la confiance dans l'économie du pays peut être remise en cause. Dans ces conditions, les investisseurs se détournent de l'économie nationale, provoquant ainsi une situation de crise économique et sociale. L'effort militaire, en accroissant la confiance dans le système national, produit un double effet positif, dans la mesure où il produit de nouvelles opportunités d'investissement qui accroissent ensuite le potentiel économique d'un pays.

Le recours au rapport de forces constitue un moyen de renforcement de la cohérence des Etats en construction. De nombreux théoriciens comme B. Porter (22) considèrent que la machine de l'Etat moderne, modelée par les guerres, est dérivée historiquement des demandes organisationnelles des conflits armés; F. Braudel (8) rappelle aussi que l'artillerie, l'imprimerie et la navigation hauturière sont au coeur des grandes révolutions techniques du XVe au XVIIIe siècle. Les armes à feu ont entraîné une formidable transformation de la guerre, des Etats, de la vie économique. L'investissement public est souvent orienté par la demande des militaires : ainsi, les commandes étatiques ont constitué un instrument décisif du développement économique du Japon, où plusieurs zaibatsu ont bénéficié des transferts des équipements industriels créés pour les besoins de l'armement. De nombreux secteurs des économies nationales (sidérurgie, aéronautique, électronique, constructions navales, etc.) ont été aussi les vecteurs de nouveaux développements industriels (4) : aujourd'hui, le gouvernement des Etats-Unis mène une réelle politique industrielle, notamment dans le domaine de la recherche-développement, par le canal du complexe militaro-industriel.

Pour l'école historique allemande, la demande militaire constitue un stimulant important du développement du capitalisme; au lieu de se demander si la guerre est une conséquence inéluctable du capitalisme, elle considère plutôt que le capitalisme est une conséquence positive de la guerre : pour elle, la demande militaire exerce un accroissement de la production industrielle et a permis la diffusion du système capitaliste en Europe occidentale.

Ces idées ont été reprises par de nombreux économistes, comme Ernest Mandel : «l'armement et la guerre ont exercé dans l'histoire moderne une fonction importante comme moteur de l'accélération de l'industrialisation et de l'élargissement des débouchés» (19). Lorsque J. Keynes suggère aux gouvernements de soutenir la demande en faisant jouer le mécanisme du multiplicateur, nombre de ses épigones proposent le fameux

«keynésianisme militaire » : «en réarmant ce pays, guérirons-nous, pour ainsi dire sans le vouloir, le sous-emploi ? Ceci est la question la plus passionnante pour les travailleurs et également, je pourrais ajouter, pour les économistes » (17). Un accroissement des dépenses militaires permet la stimulation des activités économiques de l'armement, avec une augmentation corrélative des emplois et des salaires ; il en résulte un accroissement de la demande et donc une augmentation de la production et une réduction du chômage. Ainsi avec l'hypothèse de dépenses militaires supplémentaires de 150 millions de livres sterling, Keynes conclut : « si nous faisons ainsi, l'effet direct des dépenses militaires peut être d'arracher 300 000 hommes du chômage. Même les plus pessimistes avoueront qu'il s'agit d'une modeste estimation [...] En conséquence de ce supplément de dépenses de 150 millions de livres, les personnes disposeront de plus grands revenus [...] Leur dépense créera des emplois pour d'autres personnes et ainsi de suite [...] Cet argent ne sera pas concentré sur un petit nombre d'industries spécifiques » (17). Cependant, si la production d'armements est susceptible de conduire à une politique contracyclique, il ne s'agit, pour Keynes, que d'une solution de pis-aller, car elle ne répond pas en soi aux besoins sociaux et freine à terme le potentiel national de développement économique. Les dépenses militaires, si elles sont utiles pour la défense nationale, sont en revanche la forme la plus improductive des dépenses publiques (17) : la production d'armement n'est pas tournée vers la production, les armes étant soit inemployées, soit détruites en cas de guerre, autrement dit il ne s'agit donc pas d'un transfert intertemporel de pouvoir d'achat, mais d'une sortie définitive de facteurs de production du circuit économique.

L'effort de défense nationale constitue une consommation improductive.

Les effets sur la demande ne s'expriment qu'à court terme. Il est préférable d'engager les investissements publics vers le bâtiment ou les travaux publics, socialement utiles : « si nous pouvons guérir du sous-emploi par le moyen inutile de l'armement, nous pouvons aussi le soigner par les moyens productifs de la paix » (17)). Les armements ne sont ni des biens de consommation, ni des biens de production. Les dépenses correspondantes sont improductives, car elles n'entrent pas dans le processus de reproduction.

La rareté organisée par le capitalisme, facteur de guerre civile

Pour J. Jaurès, le capitalisme, c'était déjà la guerre : la concurrence constitue une forme anarchique de la régulation de la production, qui engendre une instabilité fondamentale; les dépenses militaires permettent alors de réduire l'écart croissant et structurel inhérent au système

capitaliste entre l'offre et la demande. L'armement permanent est devenu le levier fondamental pour résoudre le problème des capitaux excédentaires. Le profit n'est pas aléatoire dans la production militaire, il n'est donc plus justifié par le risque. Les équipements militaires sont des biens uniques à spécification unique, n'ayant pas d'usage alternatif, ce qui rend difficile la référence à un prix de marché pour en fixer la valeur. Ils entrent difficilement dans le processus de la concurrence. Les entreprises militaires peuvent alors bénéficier de surprofits, sans pour autant supporter le poids de la concurrence et de l'incertitude. Selon B. Baran et P. Sweezy (3), les dépenses militaires permettent de détruire une partie du surplus, contrecarrant ainsi la tendance à la suraccumulation du mode de production capitaliste et à la baisse du taux de profit. Cependant, les dépenses militaires ne peuvent pas remédier aux contradictions du capitalisme. Il faudrait pour cela que trois conditions soient réunies : le secteur de l'armement doit être caractérisé par la décroissance de la décomposition organique du capital à long terme; la création du pouvoir d'achat nécessaire à l'achat des armes doit se faire par une ponction sur la plus-value sociale, sans affecter pour autant le salaire réel du prolétariat; le taux de plus-value dans le secteur III doit être suffisamment supérieur à la moyenne sociale pour relever le taux de profit global. Ces conditions sont contradictoires entre elles et incompatibles avec le système capitaliste (5) : au mieux, les dépenses militaires ont un effet neutre sur l'évolution du mode capitaliste; au pire, elles engendrent des effets négatifs en termes de compétitivité sur les productions civiles. Pour Baran et Sweezy, «la structure de l'économie du capitalisme monopoliste est telle qu'un volume constamment croissant de surplus ne pourrait tout simplement pas être absorbé par des voies privées, si d'autres débouchés n'existaient pas, un tel surplus ne serait pas produit. Ce que le gouvernement absorbe s'ajoute et ne se retranche pas au surplus privé [...] Il s'agit d'acheter des armes, des armes encore et toujours des armes» (3).

Dans ce contexte, les dépenses militaires constituent bien une solution majeure aux contradictions du capitalisme. L'analyse de l'économie permanente d'armement ne permet guère de comprendre les motivations des capitalistes, ni les conflits sociaux internes. Cette analyse a été critiquée : ainsi, pour A. Szymanski (27), si les dépenses militaires réduisent le chômage, elles ne sont pas à même de lutter contre la stagnation; pour R. Smith (26), d'autres dépenses publiques sont plus efficaces pour remédier à la surproduction du système capitaliste et les dépenses militaires ont d'autres fonctions que celles d'assurer la demande. Baran et Sweezy passent trop rapidement de la corrélation à la causalité : cette analyse apparaît profondément simpliste et surtout conjoncturelle, comme l'ont ensuite confirmé C. Serfati (25) et F. Chesnais (10). Le mode de production

capitaliste connaît des crises, la véritable limite de la production étant le capital lui-même (6). Il est condamné à disparaître pour avoir trop bien réussi. Les industries de défense offrent aux capitalistes les avantages des mécanismes du marché, sans les inconvénients. L'Etat finance la recherche-développement, il garantit les débouchés par ses commandes à long terme et ses aides aux exportations (7). Il n'empêche que l'idée est claire et clairement reprise : le capitalisme est un facteur de « guerre permanente au pire, de paix armée au mieux ».

La mondialisation par le marché, créatrice d'inégalités et de raretés relatives

La mondialisation se présente comme un facteur de paix, fondé sur la croissance des échanges internationaux. Qui dit échange pense discussion, concertation, coopération, mais il existe aussi les échanges de balles ou de coups : c'est la guerre quotidienne, guerre civile généralisée, tout le monde contre tout le monde, en vue d'une productivité accrue. L'économie investit la vie des citoyens et des consommateurs. La mondialisation économique n'est pas un facteur régulateur, c'est de la sauvagerie, peut-être même un suicide social (18). La mondialisation n'appelle pas à la citoyenneté mondiale, encore moins la citoyenneté des entreprises. Elle définit surtout la liberté pour les possesseurs de capitaux de s'installer où et quand ils le veulent, en supportant le moins de contraintes sociales ou politiques. La mondialisation ne peut s'affirmer qu'en réduisant la protection sociale, en réduisant le collectif et les solidarités. Dans ce contexte, la rareté est créée à la fois dans l'espace et entre les couches sociales. Si le capital a toujours été spéculateur, il crée aussi les conditions de la guerre économique entre les Nations. « La mondialisation économique est une imposture égalitaire » (18).

Les firmes multinationales sont les bénéficiaires d'une mondialisation dont elles dictent les lois.

L'économie, instrument de guerre

La guerre en Irak est fondée sur le postulat de la puissance américaine. La volonté éventuelle des pays du Golfe d'exercer la rareté du pétrole à des fins économiques a sans doute poussé le gouvernement américain à intervenir sur la base de prétextes peu crédibles. Comme la guerre, la concurrence profite aux généraux et aux marchands de canons. Pour J.K. Galbraith (15), la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales. Les processus de désarmement négociés ne sont que des vœux pieux. Les hypothèses de reconversion des industries d'armement ne sont pas

toujours politiquement acceptables, car elles ne tiennent pas compte des élections et des intérêts acquis. Surtout, il n'existe pas, dans le capitalisme américain, de substituts valables aux fonctions militaires des conflits. La menace de guerre, instrument de stabilité des gouvernements, fournit le moyen le plus efficace du contrôle des économies nationales. La subordination des citoyens à l'Etat et le contrôle des désaccords sociaux sont des facteurs largement dépendants de la sécurité internationale. Le système fondé sur la guerre a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire. Il a fourni les bases nécessaires au développement de nombreuses civilisations.

Non seulement l'économie pousse à la menace de guerre, elle est parfois elle-même un instrument des conflits en créant une rareté relative. La guerre économique a toujours existé, des sièges aux embargos, en situation de guerre (politique de la terre brûlée ou du terrorisme économique) ou de paix (boycott ou embargos, par exemple). Elle peut aussi viser l'affaiblissement de la puissance militaire d'un Etat, soit en situation de guerre (blocus), soit en situation de paix relative.

Plusieurs stratégies (13) ont pu être employées, qui n'ont pas pour objectif le bien-être de l'économie nationale, ni son développement, mais plutôt l'affaiblissement ou l'asservissement d'une autre économie. Les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies ou guerre) constituent un instrument de puissance économique essentiel, très utilisé durant la Guerre froide. Les facteurs économiques deviennent des armes permanentes qui, pour se régénérer, ne peuvent constamment être déviées de leurs fonctions essentielles. L'économie est devenue un instrument de pouvoir souvent appliqué aux rapports conflictuels des Etats. L'insécurité dépend à la fois de la course aux armements, des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales.

Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures de défense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution. L'arme économique est souvent inscrite dans les conflits guerriers. Aujourd'hui, la stratégie directe (ou militaire) est rendue difficile du fait de la puissance des forces nucléaires.

Les Etats sont donc conduits à exercer une stratégie de «manœuvre indirecte». On dénombre plusieurs types de stratégies d'affaiblissement économique :

- L'Etat considère qu'il doit contrôler la vente d'armes qui pourraient se retourner contre lui : il s'agit de développer des stratégies de contrôle à

l'exportation de produits duaux, mi-civils, mi-militaires, afin d'empêcher l'armée adverse d'accroître son potentiel économique; dans ce contexte, la réduction de la force militaro-économique de l'ennemi potentiel est recherchée et l'échange inégal revendiqué. Cependant, la défense de la base industrielle entreprise par le Pentagone et la politique du COCOM (Coordinating Committee for Multilateral Control)) se sont avérées extrêmement coûteuses.

- L'effondrement de l'économie soviétique a sans doute été favorisé par l'application de la stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre. La course aux armements constitue un coût, que les plus riches peuvent plus aisément prendre en compte. Les pays les moins développés s'appauvrissent plus rapidement, ne disposant pas suffisamment de «revenus discrétionnaires». Dans ces conditions, la course aux armements conduit à affaiblir l'Etat le plus pauvre, en vue de le déstabiliser socialement et économiquement d'abord, politiquement ensuite.

- La stratégie de la rupture se propose de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales : la rupture des flux commerciaux ou financiers déstabilise le pays cible. L'embargo est un instrument de représailles destiné à exercer une pression forte sur une décision souveraine d'un autre Etat. Cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise, sauf en présence d'un consensus international suffisant. Cependant, le pays «attaquant» souffre toujours de cette politique, qui s'inscrit dans un «jeu à somme négative» pour les protagonistes.

- La stratégie de l'encerclement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix. Les nouvelles solidarités économiques constituent le meilleur instrument de dissuasion à une agression. Cette stratégie n'a pas encore été utilisée avec efficacité.

- Avec la stratégie de la violence politique, il s'agit pour un Etat de prendre le pouvoir économique d'un autre pays lorsque celui-ci est hostile et d'affaiblir les couches sociales dominantes. Il est nécessaire alors de contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats, par la nationalisation ou la privatisation, par les grèves ou les émeutes.

- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. L'arme économique permet à un pays ou groupe de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis ont souvent utilisé l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement.

Le conflit économique pour la puissance

Selon l'article 14 de Sun Zi, parmi toutes les méthodes pour conduire une guerre, sauvegarder un pays vaut mieux que le détruire, soumettre l'ennemi sans combattre est ce qu'il y a de mieux. Aujourd'hui, la guerre économique est plus sournoise : elle porte sur des règles internationales jugées «libératrices» à terme, tout en assurant, dans le court terme, les violences des inégalités excessives. Les relations économiques internationales (comme l'aide extérieure, les flux de capitaux ou les négociations commerciales) constituent un instrument de pression (ou de réaction) politique. Les instruments de politique économique extérieure (protectionnisme, sanctions économiques ou contrôle des produits stratégiques) sont au service des objectifs politiques d'une Nation. Ainsi, pour D. Baldwin (2), l'intérêt national doit prendre en compte le chevauchement des intérêts nationaux.

Dans ce contexte, la distinction entre la guerre et la recherche de la puissance est rendue plus floue. Avec la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans une guerre économique, les impératifs militaires n'étant souvent qu'une excuse pour développer une politique industrielle, favoriser la recherche-développement et subventionner les entreprises nationales. Pour L. Tyson (29), le bien-être des Américains dépend de leur capacité à produire des biens et services, à développer les lois du commerce international, à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, à renforcer le potentiel national de compétitivité et, ce, au bénéfice des entreprises et des citoyens américains.

Les facteurs économiques dominant souvent l'agenda des considérations stratégiques. Chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux. Dans cette conception, la puissance de l'Etat, à l'instar des pensées néomercantilistes, se mesure aussi par la puissance économique, à la fois moyen et fin. Pour L. Thurow (26), la Triade entre dans une bataille économique intense, qui s'apparente à une guerre que les Etats-Unis ne peuvent se permettre de perdre : il faut protéger les secteurs à haute technologie, soutenir les entreprises américaines, aider les secteurs à haute valeur ajoutée et agir fermement dans les instances internationales pour favoriser le développement de l'économie américaine. Cette fois, l'ennemi est officiellement considéré comme un partenaire.

Alors que pour K. Ohmae (19), la fin des Nations est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante de l'économie de marché, en revanche, pour R. Reich (23), la désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la paupérisation. Les firmes transnationales et les marchés, principaux acteurs de l'économie internationale, favorisent la mobilité du capital et les procédures de

délocalisation et l'essor de nouvelles technologies, facteurs de revenus importants. En prônant un «nationalisme économique positif» (24) par une politique industrielle adaptée, les Etats-Unis se proposent de devenir le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, par le maintien de leur hégémonie mondiale et de la direction spirituelle de la planète.

* *

*

La paix est une construction, ce n'est pas une donnée naturelle. Les hommes cherchent à s'approprier les productions et ils conservent l'esprit prédateur. Certes, la guerre n'est plus encensée : elle est coûteuse (23), elle est contrôlée par la démocratie, elle n'est plus «reconnue» socialement comme un mode de gestion des crises, du fait même de l'existence de l'arme nucléaire; la guerre n'est plus un moyen stratégique, c'est un cas de conscience.

Pourtant, la multiplication du nombre des Etats, l'absence d'ordre supranational et l'incapacité à faire respecter partout le Droit ouvrent un bel avenir à la guerre (24) : ces guerres se feront aux frontières entre civilisations, entre rivaux à l'intérieur d'une même civilisation et enfin pour le contrôle des ressources rares (1). Dans le meilleur des cas, la paix est assurée par la situation hégémonique. Z. Brzezinski (9) analyse la société américaine, qui possède des techniques universelles et constitue un modèle global de modernité, comme la première société globale de l'histoire.

L'économie est une cause de guerre, elle est aussi un moyen de la guerre (15). Le désarmement n'est cependant pas vraiment d'actualité (14), même si la «guerre» n'est pas le souci principal des sociétés d'aujourd'hui, mais elle est une menace récurrente. Elle a changé de nature : elle ne met plus en place des bataillons sur un champ de bataille; elle devient sournoise, continuelle, fondée sur les inégalités et les raretés relatives. La guerre économique est terroriste. La rareté et la paix ne font pas bon ménage. Quand une société crée une rareté relative, elle produit aussi les conflits. Et donc la guerre.

Références

(1) Attali, J. (1998), Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, Paris, 1998, p. 157.

(2) Baldwin, D.A. (1985), Economic Statecraft, Princeton University Press, Princeton, 1985.

(3) Baran, P., Sweezy, P. (1968, 1966), Le Capitalisme monopoliste d'Etat, Maspero, Paris, 1968 (1966).

(4) Beaud, M. (1990) Histoire du Capitalisme, Editions du Seuil, Paris,

(5) Bellais, R. (1998), Investissements Administrés, Technologie et

Innovation, Thèse en Economie, Université du Littoral-Côte d'Opale, Dunkerque, 1998.

(6) Boccara, P. (1973), Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue, Editions sociales, Paris..

(7) Boutillier, S., Uzunidis, D. (1994), Force technologique et domination économique, L'Harmattan, Paris.

(8) Braudel, F. (1979n 1993), Civilisation Matérielle, Economie et Capitalisme, t. 2, Livre de Poche, Paris, 1993 (1979).

(9) Brzezinski, Z. (1971), La Révolution technétronique, Calmann-Lévy, Paris.

(10) Chesnais, F. (1990), Compétitivité internationale et dépenses militaires, Economica, Paris.

(11) Kaysen, C. (1990), «Is War Obsolete?», International Security, vol. XIV, n° 4, 1990, pp. 42-64.

(12) Fontanel, J. (1983), L'économie des armes, La Découverte, Paris

(13) Fontanel, J., Liliane Bensahel, «La guerre économique», Arès, vol. XIII, n° 4, décembre, 1992, pp. 9-50.

(14) Fontanel, J. (1995), The economics of disarmament, in Handbook of Defence Economics, (Hartley and Sandler ed.), North Holland, Elsevier, Amsterdam.

(15) Fontanel, J. (2004), La globalisation en analyse. Géoéconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris.

(16) Galbraith, J.K. (1968) (attribué à), La Paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres, Calmann-Lévy, Paris.

(17) Keynes, J. M. (1939), «Will Rearmament Cure Unemployment?», The Listener, 1er juin.

(18) Labarde, P., Maris, B. (1998), Ah Dieu! Que la Guerre économique est jolie!, Albin Michel, Paris, p. 23.

(19) Mandel, E. (1972), Le Troisième Age du capitalisme, t. 2, René Julliard, Paris, 1972, p. 132.

(20) Ohmae, K. (1995), The End of the Nation-State, The Free Press, New York, 1995;

(21) Ohmae, K (1995), «Putting Global Logic First», Harvard Business Review, janv.-fév. 1995, pp. 119-125.

(22) Porter, B. (1994), War and the Rise of the State. The Military Foundations of Modern Politics, The Free Press, New York, 1994, p. xix.

(23) Reich, R. (1992) The Work of Nations, Vintage Books, New York, 1992.

(24) Reich, R. (1993), L'Economie mondialisée, Dunod, Paris, 1993

(25) Serfati, C. (1995), Production d'armes, croissance et innovation, Economica, Paris.

(26) Smith, R. (1977), «Military Expenditure and Capitalism», Cambridge

Journal of Economics, vol. I, n° 1, pp. 61-76.

(27) Szymanski, A. (1973), «Military Spending and Economic Stagnation», American Journal of Sociology, vol. CXXIX, n° 3, mai, pp. 1462-1477.

(28) Thurow, L. (1992), Head to Head : the Coming Economic Battle Among Japan, Europe and America, Morrow, New York, 1992.

(29) Tyson, L.A. (1992), Who's Bashing Whom : Trade Conflict in High-Technology Industries, Institute for International Economics, Washington D.C., 1992.